Vérifier à l'audition

42ème Session de la Commission du développement social

Thèmes intitulés:

- *Amélioration de l'efficacité du secteur public*
- *Egalisation des chances des handicapés*

**Intervention de S.E.Mme N'Diaye Fatoumata Coulibaly,
Ministre du développement social, de la solidarité
et des personnes âgées**

New York, le 5 février 2004

Monsieur le Président,

[Permettez-moi tout d'abord de vous féliciter ainsi que les membres du Bureau pour votre élection à la présidence de la 42e session de la Commission du développement social et de vous assurer de notre plein soutien pour le bon accomplissement de votre mission].

Permettez-moi [également] d'adresser au Secrétaire général de notre Organisation l'appréciation de la délégation du Mali pour la qualité et la pertinence des rapports E/CN.5/2004/4 et E/CN.5/2004/5 qui sont soumis à l'examen de la Commission.

La délégation du Mali adhère pleinement à la déclaration faite, le 4 février 2004, par la délégation de l'Etat du Qatar au nom du Groupe des 77 et la Chine.

A titre national, je souhaite faire les observations suivantes qui revêtent une importance particulière pour le Mali.

Monsieur le Président,

Il y a plus de 20 ans, la conception dominante des politiques de développement était basée sur la réduction de la taille du secteur public. La mise en oeuvre de cette politique s'est traduite dans nos pays en développement par l'imposition de mesures de discipline budgétaire visant à réduire le secteur public dans son budget et ses dépenses; donc limitant son rôle dans les domaines économique et social. Pour les pays en développement comme le mien, ce déficit budgétaire, conjugué avec le fardeau de la dette et l'intégration forcée des économies nationales aux marchés mondiaux, a considérablement contribué à limiter tout progrès en matière de développement social. En réalité, nous a été demandé de "faire plus avec moins de moyen".

C'est pourquoi, je me réjouis aujourd'hui de constater que les débats sont orientés vers la recherche de moyens permettant d'améliorer l'efficacité des institutions publiques et des activités menées par elles afin d'accroître leur

contribution à la réalisation des objectifs nationaux et internationaux, conformes du reste aux objectifs et à la Déclaration du Millénaire. A cet égard, je suis d'avis avec le Secrétaire général que l'amélioration de l'efficacité du secteur public est une des conditions du développement social qui exige un renforcement de la coopération internationale. Cette vision a été très vite appréhendée par le Gouvernement du Mali, qui a pris des mesures institutionnelles et opérationnelles complémentaires pour lutter contre la pauvreté et promouvoir l'efficacité du secteur public et les politiques et méthodes visant à fournir des services publics ayant un coût raisonnable.

Monsieur le Président,

Au paragraphe 59 **b)** de son rapport E/CN.5/2004/5, le Secrétaire général relève que plusieurs pays, particulièrement les pays les moins avancés, ont besoin d'une base économique beaucoup plus solide et de systèmes fiscaux performants et équitables pour créer des services sociaux en mesure de répondre aux besoins de leurs citoyens. Il insiste également sur la nécessité pour ces pays de "bénéficier d'un environnement économique international plus favorable et de meilleurs mécanismes d'assistance financière et technique".

Dans le cas du Mali, le développement économique et social passe sans nul doute par le biais de l'agriculture; car près de 80% des populations maliennes vivent en zones rurales et l'agriculture constitue 42% du produit national brut de mon pays. C'est pourquoi, le gouvernement s'est engagé à faire de l'agriculture le moteur du développement du Mali. Et le coton occupe une place prépondérante dans cette agriculture.

Malheureusement, le secteur du coton africain rencontre des difficultés sur le marché mondial, résultant, entre autres, des subventions substantielles dont bénéficient les producteurs de coton européens, américains. Loin de nous toute logique de confrontation, c'est une démarche de dialogue, de négociation, de justice, de respect des règles du commerce international que nous privilégions avec nos pays partenaires afin qu'une solution équitable soit trouvée

pour les producteurs africains de coton. D'où le sens de l'Initiative sectorielle en faveur du coton. A cet égard, nous regrettons l'échec des derniers rounds de discussion de l'OMC à Cancun.

Monsieur le Président,

S'agissant de la recommandation **d)** par laquelle le Secrétaire général prône la bonne gestion et la bonne gouvernance, notamment la transparence, la responsabilisation et l'intégrité dans tous les aspects des activités du secteur public, il me plaît de souligner que des réformes nécessaires sont en cours au Mali afin d'assurer une utilisation judicieuse des ressources publiques. En effet, l'instauration de la démocratie intégrale et multipartite dans mon pays a été accompagnée par la responsabilisation des populations locales dans la gestion de leurs propres affaires à travers la décentralisation. Parallèlement, le Gouvernement oeuvre inlassablement dans la lutte contre la corruption et la délinquance financière. A cet égard, il y a lieu de citer l'instauration du Vérificateur général au Mali en vue d'assurer la bonne gestion des ressources publiques.

L'égalité d'accès aux services publics sociaux (éducation, santé, eau potable, système de sécurité sociale...) et l'amélioration de la qualité de leur prestation sont un souci constant des autorités maliennes. Comme en témoignent les projets et programmes de lutte contre la pauvreté à l'image du Programme décennal de l'éducation (PRODEC), le Programme de développement socio-sanitaire (PRODESS), le Projet d'appui aux initiatives de base (PAIB) et le Projet de réduction de la pauvreté (PRP) avec l'appui combien apprécié de nos partenaires.

Monsieur le Président,

L'instauration d'une administration publique performante repose sur le recours à des fonctionnaires qualifiés, compétents et motivés. C'est ainsi que pour encourager et promouvoir un travail de qualité, le Gouvernement du Mali s'est engagé dans une politique de recrutement transparent, ouvert, plus souple

et mieux adapté aux besoins des populations et de l'Etat. Des mesures d'incitation et de motivation des agents ont été également prises à travers l'augmentation du traitement et de l'âge de la retraite qui passe de 58 à 62 ans pour les cadres supérieurs et de 55 à 58 pour les cadres moyens. Dans le cadre de la modernisation de l'administration, la réforme du statut de la Fonction publique est en cours.

Par ailleurs, au Mali, nous avons conscience que l'accès aux moyens de communication et de diffusion de l'information, notamment au public est un autre facteur déterminant du développement économique et social. En effet, la promotion du dialogue social et la participation active de toutes les parties prenantes sont des gages pour mieux sensibiliser les gouvernants aux besoins des citoyens. C'est pourquoi, nous avons privilégié la liberté d'expression dont la concrétisation a abouti à la multiplication des organes de presse (écrite et parlée).

De même, nous avons toujours favorisé l'approche participative qui consiste à associer toutes les parties prenantes au processus de prise de décisions sur les questions les concernant; comme ce fut le cas lors de l'élaboration du Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté, qui demeure le seul document de référence pour les politiques et programmes du Mali.

Monsieur le Président,

Dans le monde, particulièrement dans les pays en développement, des individus sont, chaque jour, victimes d'incapacité, causée par la malnutrition, la maladie, la dégradation de l'environnement, les catastrophes naturelles, les accidents en tous genres et les conflits armés. Des statistiques établissent que le monde compte plus de 500 millions de personnes handicapées de toutes catégories, dont plus de la moitié résident dans les pays en développement. Nous sommes persuadés que la promotion et la protection des droits de ces personnes constituent un gage certain leur permettant d'apporter leurs contributions à l'édification de leur société respective.

C'est dans cet esprit que le Mali se félicite de l'élan international en cours en faveur de l'élaboration d'une convention internationale globale et intégrée pour la promotion et la protection des droits et de la dignité des personnes handicapées. Les travaux du Groupe de travail mis en place à cet effet et dont mon pays a eu l'honneur d'être membre sont encourageants. Il reste à espérer que les prochaines sessions du Comité spécial conforteront cette tendance.

Pour conclure, je voudrais appeler à plus de justice et d'équité dans les relations commerciales internationales, de façon à favoriser le développement économique et social de chacun de nos pays.

Je vous remercie.